Evaluation du DOCOB du site Natura 2000 "Val de Loire de Iguerande à Decize"

Comité de suivi



Présentation de la mission



Méthodologie



Cadrage

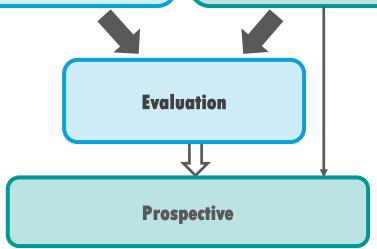
- S'approprier le contexte et les enjeux
- Clarifier l'articulation des mesures et objectifs du DOCOB
 - Développer les questionnements évaluatifs
 - Identifier les acteurs clés

Bilans & analyses

- Realisation et résultats
 - Moyens mobilisés
- Evolution des habitats (impacts)

Observations

- Questionnaire agri
 - **18** entretiens (18)
- 5 ateliers participatifs



Principes de l'évaluation



- Instrument de compréhension et vecteur d'amélioration, et non jugement de valeur
- Dimension objective (bilan) mais aussi subjective (observation) \square les points de vue d'acteurs ne sont pas toujours alignés, d'où l'intérêt de les croiser
- Derrière les constats, des explications multifactorielles
- Un processus qui permet l'émergence de propositions pour l'avenir

Eléments de bilan



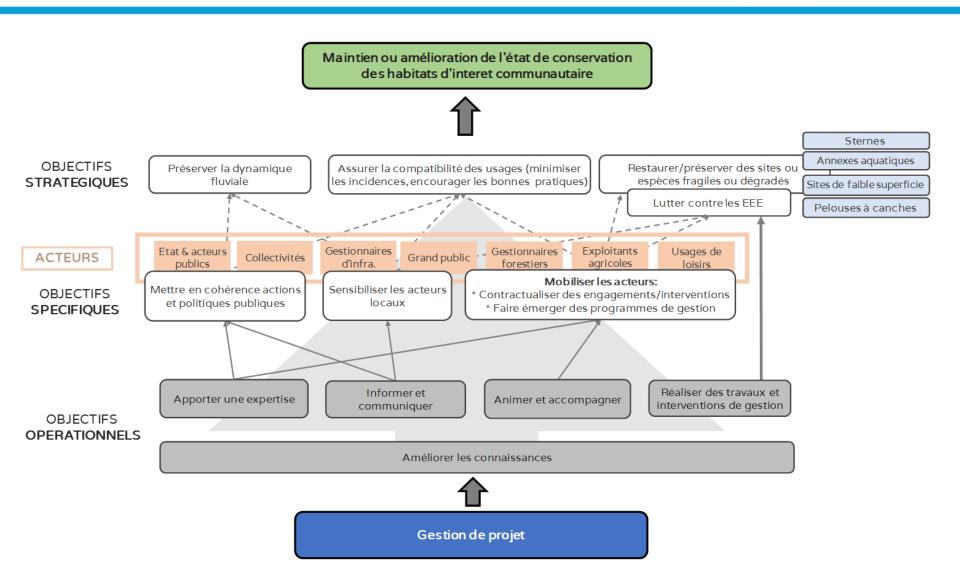
Remarques préalables



- Limites du DOCOB en tant qu'outil de programmation
 - Document très dense, avec de multiples entrées
 - Manque de clarté sur la logique d'intervention
 - Sélection des enjeux/cibles ?
 - Articulation entre réalisations, résultats et impacts attendus
 - Pas d'identification explicite des porteurs d'actions
 - Indicateurs peu significatifs / absence de tableau de bord
- Pas de correspondance <u>formelle</u> entre DOCOB et programmes annuels

Logique d'intervention





Réalisations



Gestion de projet

Lourdeur de la gestion administrative et financière

Améliorer les connaissances

Réalisations globalement en ligne avec DOCOB mais:

- Justifications à développer
- Enjeu de valorisation

Apporter une expertise

Lien avec services de l'Etat (notamment DDT 58) Réponses aux solicitations (\approx 60)

Informer, communiquer

Production de divers supports (plaquettes, site web, expo)
Clarifier cibles visées / atteintes...et effets par rapport aux besoins

Animer et accompagner

Animation agricole: MAE (principalement) + hors MAE
Animation non -agricole limitée - car peu d'enjeux? Moyens insuffisants?

Réaliser des travaux et interventions de gestion

Quelques interventions ponctuelles (pose de panneaux)

Résultats / objectifs spécifiques



Mettre en cohérence actions et politiques publiques

Gestion Villerest : peu de marges de manoeuvre Gestion du DPF: bonne integration des enjeux Natura 2000 Définition des MAE?

Sensibiliser les acteurs locaux

Progrès sensibles au sein de la profession Agricole Autres groupes ? (résistances, difficiles à atteindre) Manque de stratégie et de moyens

Contractualiser des engagements et projets

Bilan MAEC: difficulté d'accès aux données, multiples facteurs d'influence, variations départementales

Contrats forestiers/ ni-ni : aucun signé

Absence de Charte

Faire émerger des programmes de gestion

Peu de succès (EEE)

Résultats / objectifs stratégiques



Préserver la dynamique fluviale

Evolution dépend de multiples paramètres autres que Natura 2000 Attentes sur qualité de l'eau et des MA: la Loire au centre de la démarche?

Assurer la compatibilité des usages (minimiser les incidences, encourager les bonnes pratiques)

- Amélioration des pratiques agricoles?
- Maintien de polyculture -élevage?
 Quelle influence des évaluations d'incidences?
- Impact des usages de bords de Loire: enjeux limités mais sans doute un bon point d'accroche

Restaurer/préserver des sites ou especes fragiles ou dégradés

Lutter contre les EEE

- Progression des EEE / dégradation des annexes aquatiques: très forte visibilité et mobilisation mais peu de solutions
- Tendance négative sur les sternes

Evaluation de la mise en oeuvre du dispositif







Ie dispositif Natura 2000 souffre d'un déficit de lisibilité

Ie site ne constitue pas une entité homogène

Le cadre d'intervention défini par le DOCOB doit être clarifié

L'articulation avec d'autres politiques doit être améliorée

Principaux jugements évaluatifs

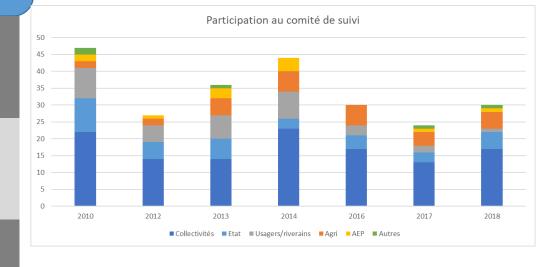


La mise en œuvre du DOCOB peine à s'incamer

Ie portage par l'Itat est une solution par défaut

Ie COSUI est une instance peu fonctionnelle

L'animation fonctionne plutôt bien malgré un cadre contraint



Zoom sur l'animation



- Un cadre d'intervention sous-optimal
 - Lourdeur des procédures administratives et financières
 - Articulation insuffisante des programmations technique et financière
 - Relation contractuelle vs relation partenariale
- CENAllier et CA71 bien identifiés appréciations positives ...mais
 - Positionnement parfois mal compris (animation vs portage vs actions en propre)
 - O Légitimité parfois remise en cause si résistance a Natura 2000
- Mission chronophage ...peu de relais/ partenariats 🗢 renvoie à la question des moyens





Ie niveau d'appropriation par les acteurs territoire est faible

La défiance initiale face au projet peine à se dissiper

L'absence de « points d'accroche » positifs a nourri le désengagement

Ia communication doit être renforcée pour créer du lien

Les outils s'avèrent peu opérants

Zoom sur les perceptions d'acteurs



- Défiance ancrée et répandue, conséquence de:
 - Manque de communication initial de l'Etat → péché originel qui nourrit la conviction que le volontaire/partenarial peut devenir obligatoire
 - Postures de principe ("on est chez nous", "l'environnement, ça suffit")
 - Mauvaise appropriation des objectifs et principes: "Natura 2000 interdit tout"
 - Impression qu'il ne se passe rien → désir d'actions et résultats tangibles (réalisation vs. communication?)
- Pourtant, dans l'ensemble, attitude favorable a la protection / reconquête de la biodiversité — conscience du patrimoine naturel sur le site

Zoom sur les outils



Contrats

- Ne permet d'intervenir que sur habitats/espèces d'intérêt communautaire
- Non mobilisable sur surfaces agricoles
- Lourdeur et complexité du montage + impossibilité de débloquer les paiements 🗢 démotivation

Charte

- Son abandon illustre les fortes résistances locales
- Des outils "coûteux" à mettre en oeuvre mais globalement inopérants

Principaux jugements évaluatifs



Iem onde agricole entretien des rapports am bivalents avec N 2000

Les agriculteurs sont conscients de leur rôle envers la biodiversité...

... mais ne se sentent pas assez reconnus ni soutenus

L'outilMAE est incitatifmais présente des limites significatives

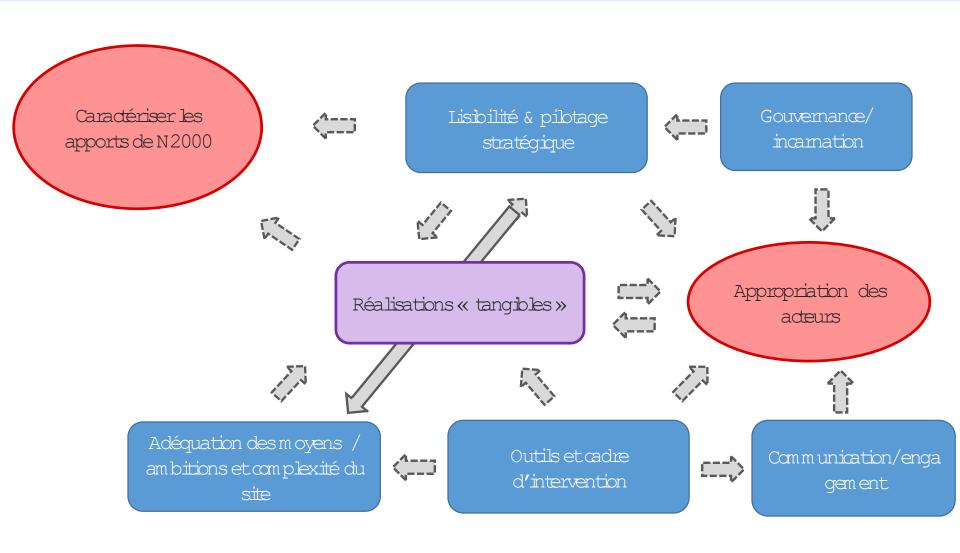
Zoom sur les MAE



- <u>Conception de l'outil</u>: complexe, top/down, pas adapté aux spécificités locales, pas de visibilité/ continuité
- <u>Mise en oeuvre</u>: information et accompagnement insuffisants, disparités entre départements, délais de paiement
- Incitativité: réelle, mais effet d'aubaine avéré
- <u>Efficacité:</u> peu ciblée (aide agricole plutôt que Natura2000?), ambitions limitées par contraintes budgétaires, possibles effets indirects

En résumé





Prospective

- Future stratégie d'intervention?
 - Futur cadre d'intervention?
- Quel processus mettre en place?



Future stratégie d'intervention



- Définition des enjeux :
 - O Sur le fond: sur quelles « composantes » de la biodiversité souhaite-on agir et pourquoi?
 - O Sur la forme: en quoi, pour quoi a-t-on besoin des acteurs?
- **Définition des objectifs** : sur quel(le)s facteurs/situations cherche-t-on une évolution? En quoi cela va-t-il avoir une influence positive sur les enjeux?
- **Définition des actions/mesures:** quelles interventions spécifiques pour faire advenir ces évolutions?

Future stratégie d'intervention Quels objectifs poursuivre?



Object fs transversaux

- Connaitre: quoi, pour quoi, comment?
- Sensibiliser: qui, pourquoi, comment?
- Valoriser: pourquoi, comment?

Future stratégie d'intervention Quel programme d'action?



- Doit découler logiquement des choix opérés sur les enjeux / objectifs, mais aussi:
 - des moyens disponibles ② ajuster les ambitions aux moyens..ou l'inverse?
 - Des ambitions des acteurs qui portent/accompagnent possibilité de MO multiples?
- Dans tous les cas, nécessité de prioriser pour passer d'un catalogue d'action à un véritable programme

Commentaméliorer la lisibilité?



Le dispositif Natura 2000 souffre d'un déficit de lisibilité

Le site ne constitue pas une entité homogène

Le cadre d'intervention défini par le DOCOB doit être clarifié

L'articulation avec d'autres politiques doit être améliorée

- Quid d'une fusion avec d'autres sites « Val de Loire » (cf. Nièvre)?
- Quid d'une centralisation effective de la gestion, de type « guidhet unique » (pour évaluation d'incidences, gestion contrats, etc..)?
- Nécessaire mise à jour du DOCOB (logique d'intervention + programme d'actions)... et élaboration d'un tableau de bord associé?
- Quelles synergies avec le contrat territorial?
- Quelles synergies avec la gestion de l'eau et l'aménagement du territoire, et les acteurs concernés?
- Articulation réglementaire/volontaire à clarifier...

Commentaméliorer l'appropriation?



Le niveau d'appropriation par les acteurs territoire est faible

La défiance initiale face au projet peine à se dissiper

L'absence de « points d'accroche » positifs a nourri le désengagement

La communication doit être renforcée pour créer du lien

Les outils s'avèrent peu opérants

• Commentrendre la communication plus efficace et efficiente: mobiliser des acteurs relais, identifier les canaux efficaces, travailler sur les messages,

- Im aginer des actions plus mobilisatrices: ex: Nettoyage des berges? Concours? Conseil de terrain?
- Comment développer une approche plus territoriale plutôt qu'experte et scientifique?
- Quelles évolutions à attendre sur les outils? Quelles alternatives?

•

Commentaméliorer la gouvernance?



La mise en œuvre du DOCOB peine à s'incarner

Ie portage par l'Etat est une solution par défaut

Ie COSUI est une instance peu fonctionnelle

L'animation fonctionne bien malgré un cadre contraint

- Opportunités de faire évoluer le portage en lien avec le « contrat territorial »? Quid de la création d'une entité dédiée: institution interdépartementale, GIP, ...
- Quels liens avec d'autres outils, acteurs, politiques (PLGN, GEMAPI, ...)
- Comment renforcer la dynamique du COSUI: formation d'un « bureau » qui se réunirait plus régulièrement?
- Souplesse possible dans la contractualisation de l'animation? (ex: marché « négocié » avec/sans mise en concurrence pour mieux coller aux besoins)
- Quels profils d'animateur pour quels besoins? Comment concilier ancrage territorial + sectoriel?
- Nécessité d'un tableau de bord clair pour faciliter pilotage + reddition de comptes

Commentsoutenir l'agriculture?



Le monde agricole entretien des rapports ambivalents avec N2000

Les agriculteurs sont conscients de leur rôle envers la biodiversité...

... mais ne se sentent pas assez reconnus ni soutenus

L'outilMAE est incitatif mais présente des limites significatives

- Quelles évolutions du dispositifMAE?
- Quels leviers autres que financiers peuventils être mobilisés? Comment valoriser les bonnes pratiques?
- Quelles synergies avec les acteurs agricoles (CA, JA, ...)
- Comment améliorer les connaissances sur la mise en œuvre des MAE?
- •

Questions?

